Habitat International Coalition
Coalición Internacional del Hábitat
Coalition Internationale de l'Habitat
Coalizão Internacional do Habitat
التحالف الدولي للموئل
अंतरराष्ट्रीय पर्यावास गठबंधन



Document de synthèse

Durban In-Person Convergence Exchange of Social and Feminist Movements (Échange de convergence en personne des mouvements sociaux et féministes).

23 - 25 avril 2025 à Durban, Afrique du Sud

Co-organisé par Habitat International Coalition (HIC)[1] et Abahlali baseMjondolo[2]

[1] https://www.hic-net.org/
[2] https://abahlali.org/

Habitat International Coalition
Coalición Internacional del Hábitat
Coalition Internationale de l'Habitat
Coalizão Internacional do Habitat
التحالف الدولي للموئل
अंतरराष्ट्रीय पर्यावास गठबंधन

Organisations **participantes**

Coalition internationale pour l'habitat (Secrétariat général)

1.	Abahlali baseMjondolo)(Abahlali	Afrique du Sud
2.	Comité de crise du Cap	Afrique du Sud
3.	Convergence Global des Luttes pour la Terre et l'Eau en Afrique de l'Ouest (CGLTE-OA)	Mali
4.	Centre de ressources pour les organisations communautaires (CORC)	Afrique du Sud
5.	Groupe d'action pour le développement GAD()	Afrique du Sud
6.	Deutsche Wohnen & Co Enteignen (DWE)	Allemagne
7.	Coalition de Durban	Afrique du Sud
8.	Fédération des pauvres urbains et ruraux (FEDUP)	Afrique du Sud
9.	Plateforme d'agriculture urbaine et périurbaine de Gaza (GUPAP)	Palestine
10.	Travail de fond	Afrique du Sud
11.	Coalition internationale de l'habitat (HIC)	Mondial
12.	Fédération Innercity (ICP)	Afrique du Sud
13.	Ndifuna Ukwazi (NU)	Afrique du Sud
14.	Groupe palestinien d'hydrologie (PHG)	Palestine
15.	Planact	Afrique du Sud
16.	Réclamer la ville (RTC)	Afrique du Sud
17.	Services sociaux pour les réfugiés (RSS)	Afrique du Sud
18.	Institut des droits socio-économiques d'Afrique du Sud (SERI)	Afrique du Sud
19.	Slum Dwellers International- Afrique du Sud (SASDI)	Afrique du Sud
20.	Tecnológico de Monterrey	Mexique
21.	União Nacional por Moradia Popular (UNMP)	Brésil
22.	Mouvements des droits fonciers du peuple zimbabwéen (ZPLRM)	Zimbabwe

Habitat International Coalition
Coalición Internacional del Hábitat
Coalition Internationale de l'Habitat
Coalizão Internacional do Habitat
التحالف الدولي للموئل
अंतरराष्ट्रीय पर्यावास गठबंधन

Table des matières.

Organisations participantes..... 2
Contexte et objectifs..... 4
Résumé de l'échange de trois jours..... 5
Jour 1 : Construire le pouvoir ensemble..... 5
Partie 1 : Pourquoi nous sommes ici..... 5
Partie 2 : D'où venons-nous et où sommes-nous aujourd'hui ?..... 6
Partie 3 : Production sociale de l'habitat (PSH) et pouvoir populaire..... 6
Jour 2 : Intégrer les perspectives féministes et la justice climatique dans nos luttes pour l'habitat..... 10
Partie 4 : Approches féministes de l'habitat et de l'organisation..... 10
Raconter nos histoires - une documentation gérée par la communauté..... 14
Partie 5 : Justice climatique et droits liés à l'habitat..... 14
Partie 6 : Rédaction de notre déclaration..... 15
Partie 7 : Et maintenant ?..... 18
Jour 3 : Activités de la Journée de la liberté, organisées par Abahlali baseMjondolo..... 20

Contexte et objectifs

Il est essentiel de centrer les programmes des mouvements sociaux et les approches féministes dans le contexte politique mondial actuel, où le logement et la terre sont exclusifs, privatisés et commercialisés, où l'État de droit et les principes et défenseurs des droits de l'homme sont menacés et persécutés, où l'espace de la société civile se réduit et où le pouvoir et la prise de décision sont de plus en plus concentrés entre les mains d'un petit nombre de personnes. La convergence des mouvements sociaux et féministes des HIC rassemble divers mouvements sociaux autour des droits de l'homme liés à l'habitat, en mettant l'accent sur les approches féministes et les principes démocratiques et d'autogestion.

Cette initiative menée par les mouvements s'appuie sur des années d'engagement et de solidarité de HIC au sein du Forum social mondial. L'élan renouvelé en 2022, sous l'impulsion des représentants des mouvements sociaux et des mouvements de femmes et féministes au sein du Conseil d'administration du HIC, a conduit à un échange en personne en Argentine en 2023, où des représentants d'Amérique latine, d'Afrique sub-saharienne et d'Asie du Sud ont entamé l'élaboration collective d'un programme commun. Trois lignes structurantes pour le travail collectif ont été identifiées : (a) des **objectifs de plaidoyer politique,** (b) des **pratiques de lutte** à promouvoir, à soutenir et à développer, et (c) des **attitudes et/ou des principes directeurs** pour renforcer la convergence entre les luttes et les régions.

Sur cette base, des réunions en ligne en octobre 2024 et la participation au Forum urbain mondial au Caire en novembre 2024 ont permis de faire avancer ce programme. Ces engagements ont mis l'accent sur les droits de l'homme, le logement et la terre, le leadership des femmes et les approches féministes au sein des mouvements sociaux, tout en promouvant la compréhension et la solidarité interrégionales.

L'échange en personne à Durban, en Afrique du Sud, en avril 2025, co-organisé par Abahlali baseMjondolo, un important mouvement d'habitants des bidonvilles, marque une avancée significative. Coïncidant avec la marche annuelle d'Abahlali "Unfreedom Day", cet échange vise à faire progresser les lignes structurantes établies sur la base des priorités identifiées par les mouvements lors d'un dialogue préparatoire en ligne en mars 2025. L'agenda comprend des visites de terrain, des sessions de travail pour développer une déclaration commune d'objectifs de plaidoyer politique, et la participation à la marche "Unfreedom Day".

Objectif général

Renforcer l'interconnexion, la solidarité interrégionale et les priorités communes pour une action conjointe entre les divers mouvements sociaux autour des droits liés à l'habitat et des approches féministes.

Objectifs spécifiques

I. Apprendre à se connaître et échanger des trajectoires sur nos expériences, nos *attitudes et nos principes directeurs en matière* de mouvement social ;
II. Ouvrir un espace aux femmes et à la diversité des genres, et échanger des connaissances sur les approches féministes.
III. Réfléchir et échanger sur les *pratiques de lutte* autour des droits de l'homme liés à l'habitat et la production sociale de l'habitat, y compris les visites, la mobilisation et la solidarité avec Abahlali ;

IV. Élaborer un projet de déclaration d'*objectifs de plaidoyer politique*, en s'appuyant sur les thèmes identifiés dans Argentine 2023 et en les développant.

Résumé de l'échange de trois jours.

Jour 1 : Construire le pouvoir ensemble.

Le 23 avril 2025, l'échange de convergence en personne a commencé avec Abahali et HIC qui ont présenté conjointement des remarques de bienvenue et une vue d'ensemble du programme, jetant les bases pour les jours à venir et soulignant l'esprit de collaboration qui sous-tend le rassemblement.





Thapelo Mohapi, secrétaire général d'Abahlali BaseMjondolo, et Massa Kone, représentant du conseil d'administration du HIC pour les mouvements sociaux.

Partie 1 : Pourquoi nous sommes ici

HIC a ensuite animé une session puissante intitulée "Le pouvoir de nous", qui était un espace intentionnel pour favoriser une connexion authentique entre les participants, qui ont été encouragés à se connaître à un niveau personnel à travers plusieurs questions, reconnaissant les individus derrière les mouvements. L'échange de convergence a démarré avec un fort sentiment d'objectif commun de la part des participants, préparant le terrain pour une journée consacrée à la compréhension de notre pouvoir collectif et du voyage qui nous a menés jusqu'ici.







Partie 2 : D'où venons-nous et où sommes-nous aujourd'hui ?

Passant au contexte historique de la convergence, le HIC a présenté un historique détaillé soulignant le processus, les étapes et les activités jusqu'à présent. Ceci était lié à l'objectif de la convergence de Durban, y compris son programme qui était divisé en trois domaines thématiques : la production sociale de l'habitat, les approches féministes de l'habitat et de l'organisation, et la justice climatique et les droits liés à l'habitat. Les participants partageront leurs expériences et leurs pratiques dans ces domaines thématiques, avec des discussions ouvertes pour d'autres contributions, dans le but d'identifier des principes et des priorités partagés.



Yolande Hendler, secrétaire générale du HIC, présente le contexte du processus de convergence.

L'accent a ensuite été mis sur le contexte local, Abahlali baseMjondolo prenant la parole. Ils ont partagé leurs valeurs et les puissantes pratiques de lutte qui définissent leur mouvement dans le contexte sud-africain. Cette conversation a mis en lumière les conséquences de l'apartheid et ses effets persistants sur le progrès du pays. L'importance de la Journée de la liberté a été mise en avant, ancrant la discussion dans la lutte actuelle pour une véritable libération.



Thuso Mohapi, Mouvement Abahlali baseMjondolo, partage l'historique du mouvement

Partie 3 : Production sociale de l'habitat (PSH) et pouvoir populaire.

Cette session a exploré la pratique de la production sociale de l'habitat (SPH) et son lien avec le pouvoir des personnes. Animée par Zaida Muxi, représentante des mouvements féministes au conseil d'administration du HIC, la session, conçue pour être hybride et permettre un engagement plus large, a mis en lumière des exemples inspirants d'initiatives menées par des personnes :

- Maria Das Gracas De Jesus Xavier, de l'União Nacional por Moradia Popular (UNMP) au Brésil, a partagé des histoires fortes de luttes pour le logement et l'autogestion, illustrant l'application pratique des principes SPH.
    - L'Union, fondée en 1987, est active à São Paulo depuis 37 ans et travaille sur des projets de construction collective autogérée et sur la réglementation foncière. M. Graca a souligné l'accent mis par l'organisation sur le droit au logement, la participation populaire aux politiques publiques et l'importance du travail de base dans les rôles de direction.
    - Elle a donné des exemples de projets de logement réussis qui ont permis d'améliorer les conditions de vie de familles qui se trouvaient auparavant dans une situation difficile.

- Hilary Zhou, du Zimbabwe People's Land Rights Movements (ZPLRM), au Zimbabwe, a suivi en mettant en exergue leur expérience de collectivisation pour le logement et la terre, démontrant ainsi la force de l'action communautaire.
    - Le mouvement a été fondé il y a environ 18 ans pour répondre aux questions soulevées par le programme de réforme agraire du Zimbabwe et se concentre sur la protection des groupes vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, qui ont subi les conséquences négatives des conflits fonciers et des déplacements de population.
    - Elle s'efforce de documenter les cas, de fournir une assistance juridique lorsque cela est possible et de sensibiliser le public aux questions relatives aux droits fonciers par le biais des médias sociaux et de manifestations publiques. L'organisation plaide en faveur de l'égalité, de l'équité et de l'équilibre entre les sexes dans la distribution des terres et participe actuellement à l'élaboration de la politique foncière du Zimbabwe.
- Vuyokazi Hlwatika, du Development Action Group (DAG), en Afrique du Sud, a conclu ce segment en présentant la campagne Asivikelane sur les services publics, qui illustre un aspect essentiel de la reconquête du pouvoir des citoyens dans l'élaboration de leur cadre de vie par le biais d'audits sociaux et d'actions de plaidoyer en faveur du budget.
    - L'initiative vise à amplifier la voix des résidents et à améliorer la prestation de services grâce à la collecte de données et à l'engagement communautaire. Des audits sociaux sont réalisés chaque mois pour évaluer les services de base, et les résultats sont communiqués aux communautés et aux responsables municipaux.
    - La campagne a permis de former des membres de la communauté à la plomberie, de plaider en faveur de l'achat de toilettes tenant compte des sexospécificités et d'accroître la participation de la communauté aux processus budgétaires municipaux.




Intervenants lors de la session sur la production sociale de l'habitat

Le débat a ensuite été ouvert à des contributions plus larges, permettant aux participants de partager leurs propres expériences et points de vue. Sur la base de cette compréhension du SPH, la session s'est orientée vers une discussion orientée vers l'action. Dans le cadre d'un travail de groupe, les participants ont identifié ensemble les priorités en matière de plaidoyer politique pour le SPH, en échangeant des tactiques et des stratégies pour faire progresser cette approche cruciale.

L'analyse des discussions de groupe ci-dessus révèle quatre catégories de tactiques et de stratégies pour faire progresser la production sociale de l'habitat : l'engagement juridique et politique, l'organisation et la mobilisation des communautés, le plaidoyer et la sensibilisation, ainsi que les approches alternatives et l'innovation.

A. Engagement juridique et politique.

- **Contentieux :** L'une des principales stratégies de tous les groupes est le recours au contentieux pour se défendre contre les expulsions, contester les abus de droit et lutter pour les services de base.
- **Défense et analyse des politiques :** L'accent a été mis sur l'engagement actif dans la politique. Cela implique une analyse collective et la rédaction de politiques pour combler le fossé entre le gouvernement et les communautés, faire des demandes au gouvernement et aux autorités, et plaider pour des changements de politiques spécifiques.

B. Organisation et mobilisation de la communauté

- **Mobilisation et action collective** : Une tactique essentielle consiste à organiser, mobiliser et agiter les communautés pour garantir une compréhension collective et parler d'une seule voix. Il s'agit notamment de former des groupes, des réseaux régionaux et des comités au niveau des bâtiments.
- **Unité, confiance et recherche de consensus** : Les stratégies sont axées sur la promotion de l'unité et de la confiance par le biais de réunions et de discussions au sein de la communauté afin de parvenir à un consensus sur les problèmes et les plans d'action.
- **Éducation et renforcement des capacités :** L'autonomisation des communautés par l'éducation, la formation et les ateliers est considérée comme essentielle pour permettre la participation et la prise de décision en connaissance de cause.
- **Stratégies et planification dirigées par la communauté** : L'accent est mis sur l'élaboration de stratégies et de plans qui émanent de la communauté et sont dirigés par elle, ce qui implique souvent des visites sur place et une participation directe.

C. Défense des intérêts et sensibilisation

- **Engagement des parties prenantes et collaboration :** Les participants ont souligné l'importance d'impliquer un large éventail de parties prenantes, y compris les mouvements de base, les avocats, l'État et même les organismes internationaux tels que les Nations unies. La collaboration avec le gouvernement est également proposée.
- **Défense des intérêts dans les médias et élaboration de récits :** L'utilisation des médias pour défendre des causes et façonner des récits publics est considérée comme une tactique essentielle.
- **Protestation et agitation :** Les formes directes de plaidoyer, telles que la protestation et l'agitation continue, sont incluses comme méthodes pour exiger des changements.
- **Conscience et sensibilisation :** L'information et l'éducation du grand public sur les problèmes rencontrés par les communautés sont considérées comme essentielles.

4. Approches alternatives et innovation

- **Systèmes de justice alternative :** Les participants ont proposé d'explorer et d'utiliser les systèmes alternatifs de justice comme approche complémentaire aux procédures judiciaires formelles.
- **Occupations de terres :** Cette tactique a été mentionnée, indiquant une volonté de revendiquer directement des terres.

Parmi les **principes fondamentaux** mentionnés figurent **(a) la cohérence et la solidarité**, **c'est-à-dire** le maintien de la cohérence des efforts et la promotion de la solidarité entre les communautés touchées et leurs alliés, **et (b) la participation des femmes**, **c'**est -à-dire **l'**inclusion explicite des femmes dans les processus de prise de décision, pour des résultats plus inclusifs et plus efficaces.

Les participants ont participé aux discussions de groupe et aux présentations.





Visite de terrain à Salt Rock Settlement.

L'après-midi s'est terminée par une activité importante : une visite de terrain avec Abahlali à Salt Rock Settlement.





Échanges lors de la visite de terrain à Salt Rock



Photo de groupe des participants à la convergence après la visite de terrain avec les habitants de Salt Rock Settlement et Abahlali BaseMjondolo. Cette expérience de première main a offert des perspectives inestimables sur les réalités du terrain et le travail puissant réalisé par Abahlali, renforçant ainsi les liens établis tout au long de la journée.

Jour 2 : Intégrer les perspectives féministes et la justice climatique dans nos luttes pour l'habitat

La deuxième journée a débuté par une brève récapitulation des discussions intenses de la veille et un aperçu de l'ordre du jour de la journée.

Partie 4 : Approches féministes de l'habitat et de l'organisation

Cette session hybride, animée par Diana Wachira, HIC-GS Learning Officer, a inclus des discussions sur l'intersectionnalité, les droits des femmes à la terre et au logement, et l'intégration de perspectives féministes dans les plans de reconstruction et de relèvement, comme résumé ci-dessous :

- **Zaida Muxi, représentante des mouvements féministes au conseil d'administration du HIC**, a lancé la discussion en expliquant la signification des approches féministes et leur intersection cruciale avec les lois sur les soins.
    - Elle a parlé du féminisme et de l'intersectionnalité, soulignant que la société est construite à partir d'une perspective limitée qui ne tient pas compte de la diversité.
    - Elle a insisté sur la nécessité de reconnaître les différences sans créer d'inégalités et a souligné l'importance des soins dans la société, qui sont souvent sous-évalués et principalement attribués aux femmes.
    - Zaida a également souligné l'importance de l'espace dans le conditionnement de nos vies (de la maison à la ville) et a appelé à réimaginer la façon dont nous construisons nos environnements pour favoriser l'égalité et la communauté. Elle a insisté sur la nécessité de penser l'espace différemment pour parvenir à l'égalité, car nos espaces actuels sont façonnés par des normes patriarcales.
    - Le concept de soins a été mis en évidence comme une obligation cruciale mais souvent invisible, en particulier pour les femmes, qui sont chargées de s'occuper des enfants, de la

maison et de la planète.

- **Zandile Nsibande, d'**Abahlali baseMjondolo, **et Lauren Royston & Nolwazi Mahlangu de l'**Institut des droits socio-économiques d'Afrique du Sud (SERI) ont élargi la conversation à la question cruciale de l'accès équitable des femmes au logement et à la terre en Afrique, et plus particulièrement en Afrique du Sud, en mettant en avant le projet Women's Spaces et la poursuite de la législation pour une réforme foncière anti-patriarcale.
    - Zandile a souligné les défis auxquels les femmes sont confrontées en Afrique du Sud en matière d'accès à la terre et au logement, notamment en ce qui concerne le mariage, les droits de propriété et l'expulsion, où elles se retrouvent souvent sans abri en raison de conflits conjugaux.
    - Elle a mentionné des problèmes liés au fait que les autorités traditionnelles refusent aux femmes l'accès à la terre en l'absence de représentation masculine, ce qui rend difficile pour les femmes l'accès à la terre et la possession de terres de manière indépendante.
    - Elle a noté qu'un récent atelier organisé par le SERI (Socioeconomic Rights Institute of South Africa) a contribué à éduquer les femmes sur ces questions.
    - La présentation s'est ensuite orientée vers la présentation de l'ASRE, une organisation à but non lucratif créée en 2009 qui travaille avec diverses communautés, des mouvements sociaux et des individus pour réaliser les droits socio-économiques et lutter contre les inégalités par le biais du contentieux, de la recherche et du plaidoyer.
    - Lauren de SERI a parlé du projet Women Spaces, qui se concentre sur l'égalité des droits des femmes à la terre et au logement. Le projet implique une collaboration avec diverses organisations et comprend la défense des politiques, l'éducation populaire et la recherche sur la violence basée sur le genre dans les quartiers informels.
    - Lauren a souligné leur travail en commentant le livre blanc sur les établissements humains et en élaborant des fiches d'information sur des sujets tels que les femmes qui résistent aux expulsions et la violence fondée sur le genre. Elle a également présenté un nouveau cadre qui examine la violence structurelle et lente en relation avec les inégalités systémiques dans les quartiers informels.
- La session s'est encore élargie avec **Maha Maqadma de la Plateforme d'agriculture urbaine et périurbaine de Gaza (GUPAP), Palestine,** et **Asma Samaan du Groupe hydrologique palestinien (PHG), Palestine,** qui ont partagé des informations poignantes sur les moyens de subsistance et les projets agricoles menés par des femmes dans le contexte de la crise à Gaza, Palestine, soulignant la résilience et l'ingéniosité des femmes face à la pauvreté et à l'exclusion sociale.
- de l'adversité.
    - Maha a présenté les moyens de subsistance et les projets agricoles menés par les femmes pendant la crise à Gaza, en soulignant les défis auxquels sont confrontées les femmes entrepreneurs, notamment l'accès limité au marché et l'inégalité entre les sexes.
    - Maha a souligné l'impact de la guerre sur les entreprises dirigées par des femmes, dont seulement 20 % sont encore en activité et 50 % sont partiellement ou totalement endommagées. Elle a présenté les stratégies de réponse d'urgence du GUPAP,

notamment les campagnes de marketing menées par les communautés et le soutien en nature aux femmes entrepreneurs.

- Maha a conclu en présentant des objectifs de plaidoyer visant à renforcer la résilience des femmes et à intégrer leurs projets dans les plans de reconstruction et de relance de l'agriculture.
- Asma a présenté le réseau des femmes palestiniennes spécialistes de l'eau (PWWPN), en soulignant leurs réussites et leurs pratiques sur le terrain avant et pendant la guerre.
- PWWPN a été fondé en réponse aux défis de l'occupation, de l'insécurité de l'eau et de la marginalisation rurale, qui ont accru les charges pesant sur les femmes et limité leur rôle dans la prise de décision.
- Elle a souligné l'approche multiple adoptée par l'organisation pour relever les défis liés à l'eau et à l'environnement grâce à des projets novateurs couvrant l'agriculture durable, la gestion des ressources en eau, l'autonomisation des communautés et l'aide humanitaire.

Un débat ouvert a suivi, permettant des échanges riches et des perspectives diverses sur ces questions vitales. Parmi les principaux points soulevés figurent l'importance de l'éducation et du changement des traditions de l'intérieur pour promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes, les tactiques permettant de maintenir les principes féministes pendant les conflits et le rôle des femmes dans la création d'un changement sociétal positif. Une campagne intitulée "Les femmes peuvent le faire" a été mentionnée comme un outil permettant de renforcer le leadership des femmes et d'aborder des questions telles que les droits fonciers et la violence fondée sur le sexe. Des questions ont également été posées sur la documentation de l'histoire des communautés et sur le potentiel des lois d'expropriation pour résoudre les problèmes fonciers en Afrique du Sud.

Intervenants lors de la session sur les approches féministes de l'habitat et de l'organisation.









Session d'imagination : Exercice de réflexion et de méditation

Les participants ont suivi un temps de réflexion individuelle et de méditation pour les guider dans l'ouverture de leur imagination concernant leurs maisons et leurs villes. Ils ont été invités à imaginer différents espaces et changements sociaux, y compris des espaces publics et des environnements domestiques, puis encouragés à écrire ou à dessiner leurs réflexions sur ces espaces imaginés.



Un participant illustrant son imagination sur papier

Session sur "Nos biens communs".

Le mouvement d'occupation en Afrique du Sud et son approche de la création d'espaces alternatifs pour les pauvres en milieu urbain".

Bevil Lucas a donné le coup d'envoi de la session sur "nos biens communs", en insistant sur la nécessité de mettre en place des systèmes alternatifs au capitalisme, de remettre en question le système actuel et d'envisager la possibilité de construire et de reconstruire les communautés différemment. Il a parlé de la Cissie Gool House comme d'un exemple d'occupation d'un bâtiment abandonné par le gouvernement pour fournir un abri et une protection aux ménages urbains pauvres. L'occupation a créé un espace sûr pour les femmes, les enfants et les personnes qui se sont engagées collectivement dans la construction de la communauté. Il a noté que le leadership de l'occupation était assuré par des femmes, soulignant ainsi le pouvoir des personnes organisées dans un but commun.



Le mouvement DWE à Berlin et ses stratégies d'expropriation et de socialisation des propriétés des grandes entreprises.

Erna et Danielle de Deutsche Wohnen & Co Enteignen (DWE) ont parlé de la propriété collective et de l'organisation autour du logement et de la terre en Allemagne. Elles ont expliqué la crise du logement en Allemagne, y compris la vente de logements publics et les loyers élevés et les expulsions qui en résultent. Ils ont exposé la stratégie de l'organisation qui consiste à exproprier les grands propriétaires et à transférer les propriétés au public ou à la communauté, en mettant l'accent sur une approche ascendante et sur les principes anti-discriminatoires.





InnerCity Federation in South Africa and its strategies for directly engaging with the government in advocating for the rights of the urban poor" (Fédération des villes intérieures en Afrique du Sud et ses stratégies pour s'engager directement avec le gouvernement dans la défense des droits des pauvres en milieu urbain).

Siyabonga a partagé l'expérience de la Innercity Federation, un mouvement de fédération sud-africain qui a vu le jour à la mi-2015 pour aborder les questions de logement directement avec les représentants du gouvernement. La fédération a travaillé sur la résistance aux expulsions, l'accès aux services de base et la contestation des gouvernements locaux devant les tribunaux. Il a souligné l'importance d'un engagement direct avec les parties prenantes et l'importance de la collaboration locale et régionale pour soutenir leurs efforts.

Raconter nos histoires - une documentation gérée par la communauté.

Matthew Jordaan a animé cette discussion qui a mis l'accent sur l'importance de la narration dans la communication, en particulier pour les mouvements et les organisations de la société civile. Il a souligné la nécessité d'exploiter et d'utiliser la narration pour créer des récits percutants, illustrant comment une approche centrée sur l'humain peut conduire à une couverture médiatique significative et à l'amélioration de la communauté. La conversation a également porté sur les biais des récits médiatiques, tels que le capitalisme et le néocolonialisme, et sur le concept de décentrement de ces récits par le biais de l'autoethnographie collaborative et du journalisme citoyen. L'objectif serait d'humaniser les histoires, de favoriser l'empathie et de remettre en question le cadrage des médias dominants.

Partie 5 : Justice climatique et droits liés à l'habitat.

La session de l'après-midi a abordé l'intersection de la "justice climatique et des droits liés à l'habitat" dans un format hybride.

- Massa Kone de Convergence Global des Luttes pour la Terre et l'Eau en Afrique de l'Ouest (CGLTE-OA), Mali, et représentant du Conseil d'administration du HIC pour les mouvements sociaux, a lancé la discussion en soulignant les liens critiques entre les luttes pour le climat et le plaidoyer, en mettant l'accent sur la question vitale des luttes pour la terre et l'eau au Mali et en Afrique de l'Ouest.
    - Il a mis l'accent sur les caravanes de l'organisation, qui sont des activités à grande échelle organisées dans différents pays et auxquelles participent des milliers de membres. Ces caravanes visent à sensibiliser et à faire pression sur les gouvernements pour qu'ils s'attaquent à des problèmes tels que l'accaparement des terres, le changement climatique et l'agriculture.
    - L'organisation participe également à des contre-sommets et à des contre-activités lors de sommets ou d'événements internationaux. Il a évoqué l'émergence du Forum social

mondial en tant que contre-événement des rassemblements mondiaux de dirigeants, visant à créer un récit alternatif. Il a mentionné le prochain événement du forum au Bénin et a proposé que la prochaine convention ait lieu au Forum social mondial afin de discuter davantage des préoccupations et de la mobilisation.

- Kira Erwin, de Groundwork (Afrique du Sud), a fait part de sa vaste expérience et de son point de vue sur le plaidoyer communautaire en faveur du climat.
    - Elle a évoqué l'importance des organisations communautaires dans la lutte contre le changement climatique et la gestion des catastrophes, en soulignant la nécessité d'une action et d'une planification collectives, en particulier dans les communautés vulnérables.
    - Kira a également souligné l'importance de la préparation aux catastrophes et de la création de kits de secours communautaires, en partageant l'expérience de la Coalition de Durban, qui a rassemblé la société civile et les organisations communautaires pour élaborer le Plan du peuple pour le droit au logement à l'ère du changement climatique.
    - Ce plan prévoit la création de nouveaux cadres de gouvernance, la mise en place de plans de gestion des catastrophes au sein des communautés et la préparation aux phénomènes météorologiques violents.

Partie 6 : Rédaction de notre déclaration.

Après les discussions, la session s'est transformée en une session de rédaction collaborative où les participants ont travaillé en groupes pour réviser les points préliminaires de la déclaration, en se concentrant sur les thèmes clés de la **production sociale de l'habitat, des approches féministes de l'habitat et de la justice climatique**. Ensuite, chaque groupe a fait un rapport, partageant ses idées sur les valeurs, les tactiques et les priorités pour faire avancer ces priorités thématiques. Ce processus collectif a permis de s'assurer que la déclaration refléterait véritablement les diverses perspectives et les engagements partagés des participants.

A. Production sociale de l'habitat (PSH)

Les participants ont souligné que la production sociale de l'habitat est un processus dans lequel les communautés participent activement à l'élaboration de leur cadre de vie, en donnant la priorité aux besoins collectifs plutôt qu'aux forces du marché.

Les valeurs fondamentales du SPH ont été identifiées comme suit

- **Transparence** : ouverture et honnêteté dans tous les processus décisionnels liés à la terre et au logement.
- **Responsabilité** : mécanismes garantissant que les personnes au pouvoir sont tenues responsables de leurs actions et décisions affectant l'habitat.
- **Solidarité pratique** entre les mouvements sociaux : créer des alliances solides et un soutien mutuel entre les divers mouvements sociaux et féministes qui œuvrent en faveur de la justice en matière de logement et de propriété foncière.
- **Dénoncer la terre comme une marchandise** ; la terre et le logement devraient être un bien commun pour la société.

Les principales priorités sont les suivantes :

I. La participation des femmes à la prise de décision, c'est-à-dire veiller à ce que les voix et les perspectives des femmes soient au centre de l'agenda foncier et de l'agenda du logement.
II. Renforcement des capacités par le biais d'ateliers, de partage des connaissances et d'éducation politique afin de permettre aux communautés de participer activement à l'aménagement de leur habitat et à la défense de leurs droits.
III. CG26 - Reconnaître la terre comme un droit de l'homme : Campagne active pour la reconnaissance formelle de la terre comme un droit humain fondamental.
IV. Protester, organiser et mobiliser au-delà des frontières : Utiliser l'action collective, organiser des mouvements de base et construire une solidarité transnationale pour remettre en cause les systèmes fonciers et de logement injustes.
V. Plaidoyer politique : S'engager dans un plaidoyer stratégique pour influencer les politiques et la législation aux niveaux local, national et international afin de promouvoir l'accès équitable à la terre et au logement.

Les tactiques stratégiques clés mises en avant sont les suivantes : **(i) le référendum**, c'est-à-dire l'utilisation de processus démocratiques pour impliquer directement les citoyens dans les décisions concernant l'utilisation des terres et les politiques de logement ; **(ii) l'occupation**, c'est-à-dire l'utilisation de tactiques d'action directe telles que l'occupation de terres et de logements pour contester la propriété injuste et exiger l'accès, et **(iii) l'assemblée générale internationale**, c'est-à-dire la création de plates-formes pour le dialogue mondial, l'échange de connaissances et l'action coordonnée entre les mouvements sociaux qui travaillent sur les questions d'habitat.

B. Approches féministes de l'habitat.

Les participants ont discuté des tactiques et des priorités pour les approches féministes de l'habitat, en mettant l'accent sur l'égalité des sexes et les soins, et en remettant en question les normes patriarcales et les structures de pouvoir qui excluent souvent les femmes de l'accès, de l'utilisation et du contrôle de la terre et du logement, ainsi que de la prise de décision concernant l'aménagement de leur cadre de vie.

Les **principales approches et tactiques** mises en évidence sont les suivantes :

I. **L'éducation des femmes sur leurs droits**, y compris la fourniture d'une éducation complète aux femmes sur leurs droits légaux liés à la propriété, à l'héritage (y compris la rédaction de testaments valides), aux droits matrimoniaux et de cohabitation, et à la protection contre les expulsions illégales.
II. **Co-créer une législation** pour assurer la protection des femmes et des enfants ; participer activement à l'élaboration de lois qui protègent spécifiquement les droits de propriété des femmes et des enfants, en s'inspirant de modèles réussis tels que les lois de protection au Brésil, où les logements sociaux sont souvent enregistrés au nom des femmes.
III. **Engager et former les dirigeants traditionnels** à une approche plus égalitaire de l'attribution des terres afin de promouvoir des pratiques plus équitables en matière de distribution des terres et de prise de décision.

IV. Éduquer les hommes à considérer les femmes comme des égales et à ne pas se contenter de les soutenir, mais à prendre des mesures pour assurer la sécurité des femmes et une société meilleure, et aussi à faire une introspection sur leurs propres comportements et préjugés.

V. **Réorganiser les relations communautaires pour partager les soins et le bien-être :** favoriser des liens communautaires plus forts et plus équitables où la responsabilité des soins et du bien-être est partagée de manière égale entre tous les membres.

VI. **Créer des communautés plus autonomes** où nous nous approprions la fourniture des ressources et le bien-être : Construire des communautés autosuffisantes où les résidents possèdent et gèrent collectivement les ressources et les services essentiels, y compris la sûreté et la sécurité (par exemple, des initiatives de maintien de l'ordre menées par la communauté).

C. Justice climatique.

La discussion a mis l'accent sur l'interconnexion de la justice environnementale, de la justice en matière d'habitat et de la justice sociale. Elle a mis en évidence le fait que la lutte contre le changement climatique nécessite une approche ascendante centrée sur les personnes, qui donne la priorité aux besoins des plus vulnérables et remet en question le pouvoir des grands pollueurs.

Les principes directeurs suivants ont été identifiés

- **La solidarité internationale, c'est-à-dire** la création d'alliances transfrontalières pour faire face à la nature mondiale du changement climatique et de ses impacts.
- **Se concentrer sur les causes profondes** : Identifier et remettre en question les moteurs systémiques du changement climatique, y compris l'industrie des combustibles fossiles.
- **Tenir les pollueurs pour responsables :** Exiger des entreprises et des autres grands pollueurs qu'ils assument la responsabilité des dommages qu'ils causent à l'environnement et qu'ils contribuent à des transitions justes.

Les principales approches et stratégies sont les suivantes :

- **Approche centrée sur les personnes :** Inclusion et équité : lier intentionnellement les mouvements de justice environnementale et de justice du logement pour s'assurer que l'action climatique profite à tous, en particulier aux plus marginalisés.
- **Mouvement contre les grands pollueurs** : organiser et mobiliser l'action collective pour remettre en cause le pouvoir et l'influence des entreprises à l'origine du changement climatique.
- **Approche ascendante :** Priorité aux solutions communautaires et aux connaissances locales pour relever les défis climatiques.
- **Commencer par les besoins immédiats** : Définir la justice climatique à travers le prisme des besoins locaux immédiats, tels que l'insécurité foncière et l'insécurité du logement, par exemple en abordant la manière dont le changement climatique exacerbe la vulnérabilité du logement.
- **Protéger et sécuriser collectivement les plus marginalisés** : Développer des stratégies pour protéger et sécuriser le logement et la propriété foncière des populations les plus vulnérables face aux impacts climatiques.
- **Combler le fossé rural/urbain** en matière de connaissances sur le changement climatique : Faciliter l'échange de connaissances et l'apprentissage partagé sur les impacts et les solutions du

changement climatique entre les communautés rurales et urbaines.

- **Apprendre ensemble, partager les connaissances et se documenter** au fur et à mesure : Partager et documenter systématiquement les expériences, les connaissances et les meilleures pratiques en matière de justice climatique au niveau local.
- **Construire des infrastructures sociales à l'échelle locale :** Renforcer les réseaux et les ressources communautaires pour améliorer la résilience face aux défis liés au climat.
- **Le changement climatique, une question de droits de l'homme :** Inscrire l'action climatique dans le cadre des droits de l'homme, en mettant l'accent sur le droit à un environnement sûr, sain et durable.
- **Identifier les ennemis communs** (les grandes entreprises) : Reconnaître les intérêts économiques et commerciaux communs qui sont à l'origine des injustices sociales et environnementales.
- **Valoriser les connaissances locales et élaborer des plans d'action contextuels** pour la justice climatique : Donner la priorité à l'expertise locale et développer des stratégies de justice climatique adaptées aux contextes communautaires spécifiques.
- **Approche intersectionnelle de la justice climatique** : Reconnaître comment le changement climatique interagit avec d'autres formes d'inégalité, telles que le genre, la race et la classe, et s'attaquer à ces vulnérabilités croisées.
- **Apprécier et traiter les spécificités régionales :** Reconnaître que la compréhension et la hiérarchisation des questions environnementales peuvent différer d'une région à l'autre, par exemple au Moyen-Orient et en Afrique.
- **Mettre l'accent sur les vulnérabilités spécifiques :** Prendre en compte les vulnérabilités uniques de groupes spécifiques, tels que les femmes enceintes, à la pollution des sols, de l'eau et de l'air exacerbée par le changement climatique.

Partie 7 : Et maintenant ?

Alors que la journée touchait à sa fin, la séance de clôture s'est concentrée sur la question cruciale du "Et maintenant ?". Ce segment central a facilité une discussion approfondie et tournée vers l'avenir entre les participants, qui ont identifié et exploré ensemble de nombreuses pistes pour un engagement durable et une action unifiée au niveau local et mondial et dans diverses régions géographiques.

Les moments mondiaux suivants ont été spécifiquement mis en avant comme des plateformes stratégiques pour amplifier l'agenda commun et la voix collective :

- **Le G20 Afrique du Sud 2025** : Il s'agit d'une occasion de coordonner et d'assurer la liaison avec les processus d'engagement de la société civile, en se concentrant spécifiquement sur les questions liées au logement et aux droits fonciers qui émergent de la convergence.
- **Le Forum social mondial 2026 :** ce rassemblement mondial de mouvements offre un espace crucial pour la mise en réseau, l'élaboration de stratégies et la construction de la solidarité, ainsi que pour la présentation de notre déclaration commune sur les priorités.
- **L'examen du nouvel agenda urbain 2026 :** ce processus d'examen à venir offre au groupe une occasion unique d'évaluer les progrès et les défis de la mise en œuvre du nouvel agenda urbain et

de plaider en faveur d'engagements plus forts en matière de foncier, de logement et de développement urbain durable.

Afin d'assurer un suivi concret et une dynamique durable, les participants ont collectivement identifié les actions clés suivantes :

I. Élaboration du projet de déclaration : Le SG du CIH travaillera à l'élaboration du projet initial de déclaration qui résume les principaux résultats, les demandes et la vision commune qui ressortent des discussions. Ce projet sera ensuite diffusé parmi les participants pour recueillir leurs commentaires et les affiner.
II. Engagement avec les participants à l'échange avec l'Argentine afin d'intégrer leurs perspectives, leurs idées et leurs commentaires dans le projet de déclaration.
III. Planification de la participation au Forum social mondial : Cette planification impliquera l'élaboration d'une stratégie sur la manière de tirer le meilleur parti de cette plateforme pour la mise en réseau, la défense des intérêts et l'établissement d'alliances.
IV. Suivi de l'atelier de documentation communautaire : les outils et les documents issus de l'atelier de documentation communautaire seront partagés avec les participants afin de faciliter le développement continu des compétences nécessaires pour raconter leur propre histoire et amplifier leur voix.
V. Organiser un rassemblement de journalistes pour les sensibiliser à la couverture de la justice en matière de logement et de terre, en encourageant des reportages mieux informés et plus nuancés.

La journée s'est terminée par des réflexions finales, une évaluation du programme et des plans initiaux pour le prochain Unfreedom Day, dirigé par HIC et Abahlali. Cette session finale a renforcé le sens de la solidarité et de l'objectif collectif, garantissant que l'élan généré au cours des deux derniers jours se traduirait par une action concrète.

Habitat International Coalition
Coalición Internacional del Hábitat
Coalition Internationale de l'Habitat
Coalizão Internacional do Habitat
التحالف الدولي للموئل
अंतरराष्ट्रीय पर्यावास गठबंधन

Jour 3 : Activités de la Journée de la liberté, organisées par Abahlali baseMjondolo.











